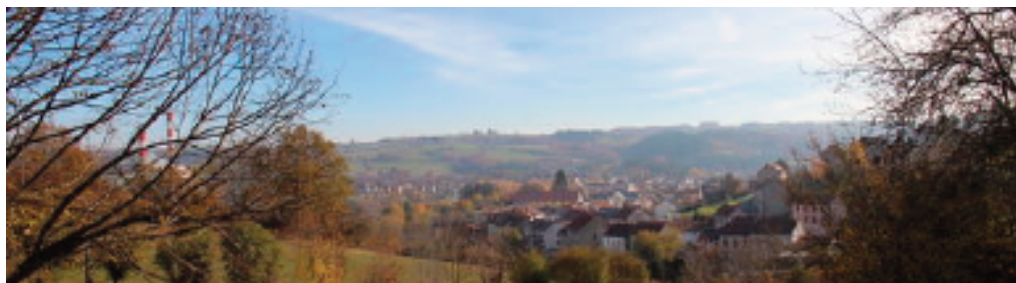


L'avenir de St Eloy

Journal de la cellule PCF de Saint-Eloy-les-Mines - Décembre 2012 - N°10



Ne pas renoncer au changement !

L'élément essentiel dans la victoire de F. Hollande à la présidentielle réside dans la volonté du peuple de se débarrasser de N. Sarkozy et de sa politique, cela grâce aux voix de près de 4 millions d'électeurs du Front de Gauche au 1er tour.

Aux législatives, la présidentialisation accrue et le mode de scrutin ont joué à plein pour amplifier le résultat de la présidentielle et ont aggravé le bipartisme. En dépolitisant cette élection et en la résumant au fait de donner une majorité au Président de la République, ce système a favorisé l'abstention. Désormais le PS détient l'essentiel des pouvoirs à tous les niveaux.

Le Front de Gauche est partie prenante de la majorité populaire qui a chassé Sarkozy et la droite, mais il ne se retrouve pas dans une majorité présidentielle autour du projet de F. Hollande dont nous considérons qu'il ne constitue pas une réponse à la hauteur de la crise que connaît notre pays.

Dans la période présente, nous sommes à l'heure des choix décisifs. Si les premières mesures prises après l'élection présidentielle, bien que timides, (augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, mesures sur les retraites pour longues carrières...) allaient dans un sens positif, les dernières dispositions ne symbolisent pas le changement et sont à l'inverse des attentes du peuple de gauche. L'adoption du traité de stabilité (TSCG) va conduire à une politique d'austérité gelant les dépenses publiques, y compris les dépenses sociales. Les mesures prises pour répondre aux objectifs du traité, si elles devaient se systématiser, mèneraient à la catastrophe.

Pour que la gauche réussisse, elle doit oser s'appuyer sur le peuple pour affronter les privilèges de l'oligarchie financière. Elle doit rompre avec les dogmes de la lutte contre les déficits publics, s'affranchir de la course à la compétitivité qui réduit le travail à une variable d'ajustement.

Pour trouver une issue à la crise, il n'y pas d'autre moyen, pour le peuple que de se rassembler pour la défense de ses intérêts.

Un développement des mobilisations sociales d'ampleur sera nécessaire pour faire reculer les libéraux et le patronat qui veulent détruire tous les droits sociaux.

S'appuyant sur son programme développé lors des récentes campagnes électorales qui met «l'Humain» au centre, **le Front de Gauche dont notre parti, le PCF, est une composante essentielle, entend poursuivre sa démarche de propositions, de débats pour contribuer à la mobilisation, condition indispensable à un véritable changement exprimé par le peuple aux élections de cette année.**

M. BEURIER

michel.beurier@wanadoo.fr

Au SOMMAIRE

Dépassement d'honoraires

Quel avenir pour nos collectivités ?

Le TSCG

Les communistes en

Congrès

Retraités oui ... pigeons non !

Il ne peut y avoir d'entente possible entre l'affrontement avec les marchés financiers et la soumission à ces derniers. Il est illusoire de penser qu'il serait envisageable de gérer une situation aussi explosive à moindres frais et qu'il suffirait de quelques concessions pour calmer la voracité de ceux qui sont bien décidés à faire payer la crise au peuple.

L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS LA SOLUTION, C'EST LE PROBLÈME !

Dépassement d'honoraires : les assurés sociaux seront les dindons de la farce !

L'accord qualifié d'historique est en fait un leurre. En effet, aucune contrainte réelle n'empêchera les médecins de continuer à pratiquer les dépassements. La signature d'un « contrat de bonne conduite » est laissé au libre choix du médecin, en dehors de ce dispositif aucun plafond n'est fixé, aucun système de sanction efficace n'est mis en place. Par ailleurs, les mutuelles et institutions de prévoyance n'ont pas souhaité s'engager directement car elles seraient obligées d'augmenter les cotisations de leurs adhérents. En bref les assurés sociaux vont continuer de payer et leur reste à charge va augmenter.

En France 144 maternités sur 679 ont été fermées entre 2001 et 2010.

Le drame au bord de l'autoroute A 20 en direction de Brive, dont les médias se sont fait largement l'écho, est là pour nous mettre face à la réalité. Effectivement, la carte de France est mitée de zones où l'on ne peut plus compter que sur la chance si l'on est victime d'une pathologie qui réclame des soins urgents. Il en va ainsi pour les maternités. Le nombre de ces dernières est passé de 679 en 2001 à 535 en 2010 alors que le nombre de naissances annuelles a augmenté de près de 40 000 (751 186 en 2001 et 789 508 en 2010 soit plus de 5 %). Ces réductions ont été amorcées dans les années 70 et menées au nom d'une amélioration de la sécurité. Aujourd'hui, si la DRES (Direction de la recherche des Etudes et de l'Evaluation et des Statistiques) estime que la moitié des femmes accouchant mettent moins de 17 minutes pour rejoindre la maternité, force est de constater que dans certains il leur faut plus d'une demi-heure. Dans les Combrailles ne se trouve-t-on pas dans ce cas de figure ?

Sur les traces du Ravageur

Deux Eloysiens de nos amis ont visité récemment le musée de la mine de Noyant, musée particulièrement riche. Quelle ne fut pas leur surprise quand on leur a présenté une machine d'extraction dernier cri, baptisée le Ravageur dont le guide leur a dit qu'elle venait de St Eloy-les-Mines (elle aurait été du plus bel effet dans notre Maison de la Mine). Info ou intox ?



Quel avenir pour nos collectivités ?

Rassemblement aux Fades du collectif de défense et de développement des Services Publics dans les Combrailles.

Désormais c'est une tradition, les défenseurs du service public se retrouvent au barrage des Fades au début de l'automne.

Cette année encore le 20 octobre ce rassemblement a connu un succès honorable. Elus des communes de la région, responsables syndicaux, usagers des services publics toujours inquiets pour l'avenir de ces derniers se sont retrouvés pour exprimer leurs doutes et leurs inquiétudes.

En effet ainsi que le déclarait Michel CHIGNIER président du CDDSP certes « des mesures positives mais limitées ont été prises par le gouvernement pour les écoles... mais la ratification du traité européen en imposant des limites budgétaires le conduit à poursuivre les réductions de moyen aux grands ministères » ouvrant ainsi la porte à la privatisation de nombreux services publics ainsi que le préconise le parlement européen.

Le Parti Communiste partage cette analyse et propose avec ses élus une véritable refondation démocratique du fonctionnement des Services Publics avec un réel contrôle des élus, des salariés, des usagers.

Stanislas STAZEWSKI

Un mauvais coup pour l'Europe et pour la France

Ainsi début octobre le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la convergence) a été adopté en catimini par le parlement. A l'assemblée nationale, le gouvernement a pu se prévaloir des seules voix de gauche mais au sénat ce ne fut pas le cas. En effet, il n'a obtenu la majorité qu'avec l'apport des voix de droite. Il est à noter qu'un certain nombre de parlementaires socialistes et EELV tant à l'assemblée qu'au Sénat ont refusé le traité. Saluons leur courage car ils ont dû subir de fortes pressions du gouvernement et de la direction du PS. Dans notre département, ils l'ont tous voté, à l'exception de Mme AUROI qui, elle, s'est abstenue. Bien sûr André CHASSAIGNE président de notre groupe à l'Assemblée a voté contre.

Ce passage en force qui traduit un réel mépris du peuple (pourquoi le consulter ? Les gens n'y comprennent rien ! Surtout quand on se refuse à leur fournir des explications !). En fait, le référendum de 2005 a laissé de mauvais souvenirs à un certain nombre de ouïouistes de cette période. Un référendum (que le Front de Gauche réclamait) n'est bon que si l'on est sûr que la réponse majoritaire sera oui !

Rappelons par ailleurs qu'au cours de sa campagne, François Hollande s'était engagé à le renégocier ce qui n'a pas été le cas malgré ce qu'on veut bien nous faire croire ! En effet, pas une ligne du traité lui-même n'a été modifiée, seul le pacte de croissance a été adjoint mais c'est une annexe non contraignante. En réalité, c'est bien le traité Sarkozy-Merkel qui a été proposé et adopté par le parlement français !

Ce traité est une voie ouverte vers une austérité sans fin qui va évidemment aggraver la crise ; l'exemple de la cure d'amaigrissement que les dirigeants européens ont imposé à la Grèce (à ce propos voir notre encadré) en est une illustration flagrante ! Or la crise, certes grave, que l'Europe subit depuis plusieurs années, n'est pas due à la dette publique mais au rôle que l'on fait jouer à la BCE (Banque centrale européenne) qui appuie sans condition les banques privées et en même temps exige une « stricte conditionnalité austéritaire » aux Etats lorsqu'il s'agit de jouer le rôle de prêteur en dernier ressort » (Grèce, Espagne, Portugal et pourquoi pas demain notre pays ?)

L'adoption de ce traité s'accompagne de l'acceptation de la règle d'or qui stipule que le déficit de chaque pays ne doit pas dépasser 0,5% du PIB ce qui condamne toute politique de progrès (développement des services publics par exemple).

Des régions comme la nôtre qui voient leurs services publics s'amenuiser ou disparaître, en subiront de plein fouet les effets. Ainsi est-il vain de promettre que l'on va rénover



LA LOI DU MARCHÉ

l'école, rapprocher les habitants des centres de santé etc, le carcan budgétaire s'opposera automatiquement à toute politique de progrès.

C'est l'analyse qu'ont développée nos parlementaires lors du débat mais c'est aussi celle de 120 économistes (ceux que vous ne verrez jamais sur vos écrans ou n'entendrez jamais à la radio) rejoints en ce sens par au moins deux prix Nobel d'économie : Joseph Stiglitz et Paul Krugman.

Par ailleurs, la loi organique adoptée dans la foulée est un déni de démocratie, une atteinte grave à la souveraineté nationale. Elle remet

en effet entre les mains d'organismes non élus : un haut conseil des finances publiques installé aux côtés de la Cour des Comptes et dirigé par le président de cette dernière, l'acceptation ou non du budget.

Bien entendu toutes ces formalités ne sont jamais mises -via les médias - sur la place publique. Les Français n'étant pas, selon toute vraisemblance, prêts à un tel abandon de souveraineté !

Mme Merkel qui traite la Grèce avec tant de mépris et de sévérité ignore-t-elle ou fait-elle semblant d'ignorer que la confédération des réparations de guerre réunie à Paris le 14 février 1946 a conclu que l'Allemagne devait à la Grèce martyrisée et pillée par l'armée du IIIe Reich 7,1 milliards de dollars au titre de dommages de guerre (ce qui équivaut à 106,5 milliards de dollars actuels). Cette dette allemande n'a jamais été honorée malgré les demandes répétées des différents gouvernants grecs, à l'exception des colonels. Et cependant elle épongerait une grande partie de la dette grecque !!!

Les communistes en Congrès

Faire front contre l'austérité, AGIR ENSEMBLE POUR L'EMPLOI ! PETITION

Le chômage gangrène la société française et les salarié-e-s de l'industrie en sont les premières victimes. Ce sont 750 000 emplois industriels supprimés ces dix dernières années qui défigurent économiquement et socialement des régions entières. Depuis l'élection de François Hollande, aucune mesure coercitive n'a été votée au parlement pour interdire les licenciements par des entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires, aucune loi donnant des droits et des pouvoirs nouveaux aux salarié-e-s pour s'opposer aux stratégies patronales.

AVEC LES PARLEMENTAIRES DU FRONT DE GAUCHE NOUS EXIGEONS :

- Le vote d'une **loi pour interdire les licenciements boursiers**
- Le **remboursement des aides publiques** par les entreprises qui licencient
- La **taxation sur la réimportation des productions délocalisées**
- La **suppression de la niche « Copé », la baisse de l'abattement sur le montant des dividendes perçus, la taxation des compagnies pétrolières**
- La **création d'un pôle public financier**
- **un salaire minimum à 1700€ et une augmentation générale des salaires** pour assurer une vie digne avec un salaire décent.

Nom-Prénom	Adresse	Signature

Pétition à retourner à la fédération PCF du Puy-de-Dôme 34 rue des clos BP14 - 63018 Clermont-fd cedex 2

Comment être utile ? Comment être utile à la France, à l'Europe ? à l'humanité ? Nous sommes dans une période historique singulière. La crise nous invite au bouleversement du monde, mais elle peut aussi conduire à des chocs terribles. Être utile à ouvrir des chemins nouveaux d'émancipation, c'est la question centrale. Tout le reste, stratégies, élections, rassemblement, découle d'une seule et même question, assumer nos responsabilités.

Cela paraît assez logique, cependant ça n'a rien de naturel. Quand des millions de nos concitoyens, quand des millions d'européens considèrent la politique comme inutile, coupée de leur vie, c'est tout sauf évident. **Les forces populaires doivent trouver la force d'affronter la finance. Le danger d'extrême-droite, la montée du désespoir et du ni-droite-ni-gauche, les provocations à caractère raciste de Copé ... il y a urgence.**

L'austérité n'a pas d'avenir. Et les conséquences d'une détresse sociale massive sont imprévisibles. Notre ambition est de mener un congrès d'offensive sur l'avenir, qui nous engage à poursuivre le travail de rassemblement, avec et au-delà du Front de gauche, pour agréger le maximum de forces contre l'austérité et pour une nouvelle politique.

La clé de tout, c'est l'implication démocratique, la prise de pouvoir populaire sur les débats et les choix politiques. Les communistes vont débattre pendant plusieurs mois. Il faut aussi dépasser les anciens clivages, les anciennes divisions. Ce congrès doit être un grand congrès de rassemblement et de fraternité, qui envoie des signaux clairs de nouveauté à la société. Un exemple : l'industrie. Il faut reprendre le flambeau de la production. Qui peut croire qu'il est plus écologique de fermer ici des usines pour produire à 10 000 kilomètres les biens dont nous avons besoin ? Qui peut croire que nous pourrions longtemps produire des téléphones portables, jetés en moyenne tous les 18 mois, irréparables, alors que la fabrication de leurs composants est hautement polluante. Aujourd'hui, un ouvrier dans l'automobile produit quinze fois plus qu'il y a 40 ans... Et nous devrions nous plier à l'injonction de la compétitivité ? Il faut donc se retrousser les manches, définir une politique industrielle, sociale et écologique et sortir du modèle dominant. Cette audace, nous devons l'avoir sur tous les sujets. Le congrès est une invitation à toutes celles et ceux qui le souhaitent, à créer des idées, du projet et de l'action.

La génération actuelle a vécu à la fois dans le monde du chaos social et écologique et dans le monde de l'explosion des capacités de partage. Nous voulons partir de ce que vivent les gens : du réel. Et le réel, c'est l'explosion des capacités de partage. Donc oui, ensemble construisons cette ambition commune de partage : construisons un communisme de nouvelle génération.

Stanislas STAZEWSKI

Retraités oui ... pigeons non !

Par milliers, les retraités ont manifesté le 11 octobre à l'appel de six organisations syndicales (CGT-CFDT-CFTC-CFECGC-UNSA et de la Fédération générale des retraités de la fonction publique à Paris et dans certaines villes de province). Deux cars sont partis de notre département, cars dans lesquels avait pris place une vingtaine d'Eloysiens.

Ils étaient venus rappeler au gouvernement que dans leur grande majorité, les retraités ne sont pas des privilégiés. Il faut dire que pour beaucoup, la situation s'est aggravée ces dernières années : augmentation quasi nulle des retraites, perte de la demi-part pour les retraités veufs imposables, disparition dans les zones rurales des transports publics etc.

Ils étaient venus également faire entendre leur angoisse devant l'in-

capacité des pouvoirs publics à régler le problème de l'autonomie des personnes âgées. « On nous promet la réforme de la dépendance depuis 2007, on veut des réponses maintenant » a exigé François Thierry CHERRIER secrétaire général de l'UCR-CGT, organisation qui s'oppose fermement au projet de la taxe supplémentaire de 0,15% sur les pensions, taxe envisagée par le gouvernement pour financer la réforme de la dépendance. Cette mesure ferait payer uniquement les retraités alors que c'est une question de solidarité. Elle remet en cause la nature même de la Sécurité Sociale en changeant son mode de financement. Les retraités n'ont pas de lobby comme « les pigeons » et autres organisations patronales mais ils ont leurs organisations syndicales pas du tout décidées à se faire « pigeonner ».

G.CHIGNIER

Je m'engage, au sein du Front de Gauche Je rejoins le Parti Communiste Français

Nom : Prénom :
Tel : Portable :
Adresse :
Mail :

Merci de retourner ce coupon à l'adresse suivante ou de le remettre à un militant communiste : Fédération PCF du Puy de Dôme 34 rue des clos - BP14 - 63018 Clermont-Ferrand - cedex 2 - Mail : pcf63@wanadoo.fr / Site : www.63.pcf.fr

